

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1656

[C — 27293]

**6 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant le modèle des documents à utiliser en exécution du décret du 13 juin 1991
concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement et notamment l'article 12;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Les documents à utiliser par les autorités publiques pour accuser réception des demandes d'information, pour prolonger les délais d'accès à l'information, ou pour refuser totalement ou partiellement la communication des données, sont établis conformément aux modèles visés respectivement aux annexes 1 à 3 du présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe I

ACCUSE DE RECEPTION

(Date) (x)

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Accusé de réception.

Conformément à l'article 5, § 2, du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, j'accuse réception de votre lettre datée du (x)
reçue le (x) et concernant une demande d'information relative à (x)

(xx) 1. Le(s) document(s) demandé(s) pourra(ont) être consulté(s) gratuitement à partir du (x) (date).

à l'adresse ci-après (x)

les (jours et heures) (x)

(xx) 2) Le(s) document(s) demandé(s) vous sera(ont) transmis contre remboursement avant le (x)

à francs/page.

(xx) 3) Une réponse à votre demande vous sera fournie avant le (x) (date).

(x) (signature)

(x) : à compléter

(xx) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS

— Décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement (extraits).

Art. 7. § 1er. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. En ce qui concerne les données relatives aux projets non soumis à enquête publique, l'autorité publique peut fixer un délai supplémentaire de fourniture des données, ne pouvant toutefois être supérieur à deux mois à compter de la décision sur le projet.

§ 3. L'autorité publique peut prolonger les délais fixés aux §§ 1er et 2 en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 9.

Art. 9. § 1er. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 7, § 3, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par l'Exécutif.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 7 du présent décret ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par l'Exécutif.

— Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement (extraits).

Article 1er. Il est créé une Commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 9 du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, ci-après dénommé le décret. Le siège de la Commission de recours est fixé dans les locaux de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 6. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 7 du décret.

Art. 7. La requête énonce :

- 1° l'identité et le domicile du requérant;
- 2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;
- 3° l'objet de cette demande d'information;
- 4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 fixant le modèle des documents à utiliser en exécution du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement.

Namur, le 6 mai 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe III

REFUS

Envoi par recommandé (Date) (x)

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Refus total ou partiel d'accès à l'information.

Suite à votre lettre du (x) concernant une demande d'information relative à (x)

Je vous informe que les données relatives à (x) ne pourront vous être communiquées pour les motifs suivants : (xx)

- la demande porte sur des données ou documents inachevés ou sur des communications internes;
- la demande est manifestement abusive;
- la demande est formulée d'une manière trop générale;
- l'information est susceptible de porter atteinte :
 - + au secret des délibérations de l'Exécutif de la Région wallonne, du collège des bourgmestre et échevins, de la députation permanente;
 - + au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;
 - + au secret des procédures engagées devant les juridictions;
 - + au secret commercial et industriel;
 - + au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

Motivation (x)

(signature) (x)

(x) à compléter.

(xx) cocher le (les) motif(s)

MODALITES DE RECOURS

— Décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement (extraits).

Art. 7. § 1er. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. En ce qui concerne les données relatives aux projets non soumis à enquête publique, l'autorité publique peut fixer un délai supplémentaire de fourniture des données, ne pouvant toutefois être supérieur à deux mois à compter de la décision sur le projet.

§ 3. L'autorité publique peut prolonger les délais fixés aux §§ 1er et 2 en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 9.

Art. 9. § 1er. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 7, § 3, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par l'Exécutif.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 7 du présent décret ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par l'Exécutif.

— Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement (extraits).

Article 1er. Il est créé une Commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 9 du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, ci-après dénommé le décret. Le siège de la Commission de recours est fixé dans les locaux de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 6. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 7 du décret.

Art. 7. La requête énonce :

- 1° l'identité et le domicile du requérant;
- 2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;
- 3° l'objet de cette demande d'information;
- 4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 fixant le modèle des documents à utiliser en exécution du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement.

Namur, le 6 mai 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1656

[C — 27293]

6. MAI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumenten

Aufgrund des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt und insbesondere des Artikels 12;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers, beauftragt mit der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Dokumenten, die von den öffentlichen Behörden zur Empfangsbestätigung der Anträge auf Informationen, zur Verlängerung der Friste für den Zugang zu Informationen oder zur Total- oder Teilverweigerung der Übermittlung von Daten zu benutzen sind, werden nach den in den Anlagen I bis III des vorliegenden Erlasses erwähnten Mustern aufgestellt.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Mai 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage I

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

(Datum) (x)

BETR.: Antrag auf Information über die Umwelt.

Empfangsbestätigung.

Gemäß Art. 5, § 2 des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt bestätige ich den Empfang Ihres Schreibens vom (x), das ich am (x), bekommen habe und einen Antrag auf Information über (x), betrifft.

(xx) 1) Das bzw. die gefragten Dokumente können ab dem (x) (Datum) an die folgende Anschrift (x)

an den folgenden Tagen und um die folgenden Zeiten

(xx) 2) Das bzw. die gefragten Dokumente werden Ihnen vor dem (x) per Nachnahme zu, BEF/Seite zugeschickt.

(xx) 3) Die Antwort auf Ihren Antrag wird Ihnen vor dem (x) (Datum) zugeschickt.

(x) (Unterschrift).....

(x) bitte ausfüllen

(xx) Nichtzutreffendes bitte streichen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

— Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt (Auszüge).

Art. 7. § 1. Die Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb zweier Monate nach Eingang des Antrags.

§ 2. Für die Daten über Projekte, die nicht einer öffentlichen Untersuchung unterliegen, kann die Behörde eine zusätzliche Frist für die Erteilung der Daten festsetzen, die jedoch zwei Monate nach der Entscheidung über das Projekt nicht überschreiten darf.

§ 3. Die Behörde kann die in den §§ 1 und 2 festgesetzten Fristen verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruches im Sinne von Artikel 9 hin.

Art. 9. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, daß die aufgrund von Artikel 7 § 3 von der Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, daß der Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder daß sie von der Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluß gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 7 vorliegenden Dekrets von der Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln einzulegen.

— Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch (Auszüge)

Artikel 1. Eine Kommission für Einsprüche wird errichtet, um über die Einsprüche zu entscheiden, die durch Artikel 9 des hierunter als « Dekret » genannten Dekrets vom 13. Juni 1993 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehen sind. Der Sitz der Kommission für Einsprüche wird in den Räumen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. 6. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per Einschreibebrief zugeschickt wird. Es soll binnen vierzehn Tagen nach der Notifizierung des angefochteten Beschlusses oder mangels eines solchen Beschlusses binnen vierzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 7 des Dekrets vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. 7. Die Bittschrift gibt Folgendes an :

- 1° die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° die Identität und den Sitz der öffentlichen Behörde, zu der der Antrag auf Information gestellt worden ist;
- 3° den Gegenstand dieses Antrags auf Information;
- 4° die Mittel des Einspruchs.

Als Anlage seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem jedes von ihm für notwendig gehaltene Schriftstück und eine ausführliche Bestandaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, vor.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumenten beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Mai 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

VERLÄNGERUNG DER FRISTE

Einschreibebrief

(Datum) (x)

BETR : Antrag auf Information über die Umwelt Verlängerung der festgelegten Friste.

Infolge Ihres Schreibens vom (x) über einen Antrag auf Information über die (x) teile ich Ihnen mit, daß die Ihrem Antrag auf Zugang zu der Information entsprechende Frist bis zum (x) (Datum) wegen der praktischen Unmöglichkeit, in der vorgeschriebenen Frist den Zugang zu gewähren, verlängert wird.

(wie folgt bitte begründen) (x)

.....
.....
(Unterschrift) (x)

(x) bitte ausfüllen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

— Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt (Auszüge).

Art. 7. § 1. Die Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb zweier Monate nach Eingang des Antrags.

§ 2. Für die Daten über Projekte, die nicht einer öffentlichen Untersuchung unterliegen, kann die Behörde eine zusätzliche Frist für die Erteilung der Daten festsetzen, die jedoch zwei Monate nach der Entscheidung über das Projekt nicht überschreiten darf.

§ 3. Die Behörde kann die in den §§ 1 und 2 festgesetzten Fristen verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruches im Sinne von Artikel 9 hin.

Art. 9. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, daß die aufgrund von Artikel 7 § 3 von der Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, daß der Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder daß sie von der Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluß gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 7 vorliegenden Dekrets von der Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln einzureichen.

— Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch (Auszüge)

Artikel 1. Eine Kommission für Einsprüche wird errichtet, um über die Einsprüche zu entscheiden, die durch Artikel 9 des hierunter als « Dekret » genannten Dekrets vom 13. Juni 1993 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehen sind. Der Sitz der Kommission für Einsprüche wird in den Räumen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. 6. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per Einschreibebrief zugeschickt wird. Es soll binnen vierzehn Tagen nach der Notifizierung des angefochteten Beschlusses oder mangels eines solchen Beschlusses binnen vierzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 7 des Dekrets vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. 7. Die Bittschrift gibt Folgendes an :

- 1° die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° die Identität und den Sitz der öffentlichen Behörde, zu der der Antrag auf Information gestellt worden ist;
- 3° den Gegenstand dieses Antrags auf Information;
- 4° die Mittel des Einspruchs.

Als Anlage seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem jedes von ihm für notwendig gehaltene Schriftstück und eine ausführliche Bestandaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, vor.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumenten beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Mai 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage III

VERWEIGERUNG

Einschreibebrief (Datum) (x)

BETR. : Antrag auf Information über die Umwelt.

Total- oder Teilverweigerung.

Infolge Ihres Schreibens vom (x) (Datum) über einen Antrag auf Information über (x) teile ich Ihnen mit, daß die Daten über (x) Ihnen aus den folgenden Gründen nicht übermitteln werden können : (x)

- der Antrag betrifft unvollendete Daten oder Dokumente bzw. innere Mitteilungen
- der Antrag ist offensichtlich übermäßig;
- der Antrag ist in einer zu allgemeinen Weise abgefaßt;
- der Antrag könnte folgendes beeinträchtigen :
 - + die Geheimhaltung der Beratungen der Exekutive der Wallonischen Region, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;
 - + die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;
 - + die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;
 - + Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;
 - + die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

Begründung (x)

(Unterschrift) (x)

(x) bitte ausfüllen

(xx) den Grund bzw. die Gründe bitte ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS

— Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt (Auszüge).

Art. 7. § 1. Die Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb zweier Monate nach Eingang des Antrags.

§ 2. Für die Daten über Projekte, die nicht einer öffentlichen Untersuchung unterliegen, kann die Behörde eine zusätzliche Frist für die Erteilung der Daten festsetzen, die jedoch zwei Monate nach der Entscheidung über das Projekt nicht überschreiten darf.

§ 3. Die Behörde kann die in den §§ 1 und 2 festgesetzten Fristen verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruches im Sinne von Artikel 9 hin.

Art. 9. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, daß die aufgrund von Artikel 7 § 3 von der Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, daß der Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder daß sie von der Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluß gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 7 vorliegenden Dekrets von der Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Exekutive bestimmten Regeln einzureichen.

— Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch (Auszüge)

Artikel 1. Eine Kommission für Einsprüche wird errichtet, um über die Einsprüche zu entscheiden, die durch Artikel 9 des hierunter als « Dekret » genannten Dekrets vom 13. Juni 1993 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehen sind. Der Sitz der Kommission für Einsprüche wird in den Räumen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Art. 6. Der Einspruch wird durch eine Bittschrift eingelegt, die dem Sekretariat der Kommission per Einschreibebrief zugeschickt wird. Es soll binnen vierzehn Tagen nach der Notifizierung des angefochteten Beschlusses oder mangels eines solchen Beschlusses binnen vierzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. 7 des Dekrets vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. 7. Die Bittschrift gibt Folgendes an :

1° die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;

2° die Identität und den Sitz der öffentlichen Behörde, zu der der Antrag auf Information gestellt worden ist;

3° den Gegenstand dieses Antrags auf Information;

4° die Mittel des Einspruchs.

Als Anlage seiner Bittschrift legt der Antragsteller außerdem jedes von ihm für notwendig gehaltene Schriftstück und eine ausführliche Bestandaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, vor.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Festlegung des Musters der in Ausführung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt zu benutzenden Dokumenten beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Mai 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1656

[S-C — 27293]

6 MEI 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van het Waalse Gewest belast met Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De door de openbare overheid te gebruiken documenten om ontvangst van informatieaanvragen te bevestigen, om termijnen van toegang tot de informatie te verlengen of om de overlegging van gegevens geheel of gedeeltelijk te weigeren, worden opgemaakt overeenkomstig de modellen bedoeld in respectievelijk bijlagen I, II en III bij dit besluit.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1993.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

ONTVANGBEWIJS

(Datum) (x)

VOORWERP : Informatieaanvraag inzake leefmilieu.

Ontvangbewijs.

Overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu, bevestig ik uw brief van (datum) (x) betreffende een informatieaanvraag over (x) op te hebben ontvangen (x)

(xx) 1. Het (De) gevraagde document(en) kan (kunnen) vanaf (x)(datum) gratis geraadpleegd worden op volgend adres (x)

op (dagen) van tot (uren) (x)

(xx) 2. Het (De) gevraagde document(en) wordt (worden) U toegezonden tegen betaling van fr/pagina voor (datum) (x)

(xx) 3. Uw aanvraag wordt voor (datum) (x) beantwoord.

(x) (handtekening)

(x) : aanvullen

(xx) : doorhalen wat niet past

MODALITEITEN VAN HET BEROEP

— Decreet van 13 juni 1993 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels).

Art. 7. § 1. De openbare overheid verstrekt de aanvrager de gegevens zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Wat betreft de gegevens omtrent de projecten die niet onderworpen zijn aan een openbaar onderzoek, mag de overheid voor het verstrekken van de gegevens een bijkomende termijn vaststellen die echter niet langer mag zijn dan twee maanden te rekenen vanaf de beslissing omtrent het project.

§ 3. De openbare overheid mag de in § 1 en § 2 vermelde termijnen verlengen indien het feitelijk onmogelijk is binnen de voorgeschreven termijn toegang tot de informatie te geven. Deze onmogelijkheid wordt de aanvrager behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk bekendgemaakt. De openbare overheid maakt duidelijk gewag van de mogelijkheden en de modaliteiten van beroep waarover de aanvrager overeenkomstig artikel 9 beschikt.

Art. 9. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de openbare overheid krachtens artikel 7, § 3, vastgestelde termijn te lang is of dat haar aanvraag ten onrechte verworpen of verwaarloosd werd of dat zij geen bevredigend antwoord van de openbare overheid heeft gekregen, kan overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels beroep instellen tegen de beslissing.

§ 2. Indien de informatie niet overgelegd werd bij het verstrijken van de door de openbare overheid overeenkomstig artikel 7 van dit decreet vastgestelde termijn, kan de aanvrager beroep instellen overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels.

— Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van de regels aangaande het beroep bedoeld in het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels)

Artikel 1. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu, hierna het decreet genoemd. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van de « direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

Art. 6. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 7 bedoelde termijn.

Art. 7. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag gericht werd;

3° het voorwerp van de informatieaanvraag;

4° de middelen van het beroep.

Bovendien legt de aanvrager als bijlage bij zijn verzoek alle stukken over die hij nuttig acht alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten.

Namen, 6 mei 1993.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage II

TERMIJNVERLENGING

Aangetekende zending van (datum) (x)

VOORWERP : Informatieaanvraag inzake leefmilieu.

Verlenging van de vastgestelde termijn.

Naar aanleiding van uw brief van (x) betreffende een informatieaanvraag over (x)

deel ik U mede dat de termijn die vastgesteld is om aan uw aanvraag om toegang tot de informatie te voldoen tot (datum) (x) verlengd is daar het feitelijk onmogelijk is binnen de voorgeschreven

termijn toegang tot de informatie te geven.

(als volgt motiveren) (x)

.....

.....

(handtekening) (x)

(x) : aanvullen

MODALITEITEN VAN HET BEROEP

— Decreet van 13 juni 1993 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels).

Art. 7. § 1. De openbare overheid verstrekt de aanvrager de gegevens zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Wat betreft de gegevens omtrent de projecten die niet onderworpen zijn aan een openbaar onderzoek, mag de overheid voor het verstrekken van de gegevens een bijkomende termijn vaststellen die echter niet langer mag zijn dan twee maanden te rekenen van de beslissing over het project.

§ 3. De openbare overheid mag de in § 1 en § 2 vermelde termijnen verlengen indien het feitelijk onmogelijk is binnen de voorgeschreven termijn toegang tot de informatie te geven. Deze onmogelijkheid wordt de aanvrager behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk bekendgemaakt. De openbare overheid maakt duidelijk gewag van de mogelijkheden en de modaliteiten van beroep waarover de aanvrager overeenkomstig artikel 9 beschikt.

Art. 9. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de openbare overheid krachtens artikel 7, § 3, vastgestelde termijn te lang is of dat haar aanvraag ten onrechte verworpen of verwaarloosd werd of dat zij geen bevredigend antwoord van de openbare overheid heeft gekregen, kan overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels beroep instellen tegen de beslissing.

§ 2. Indien de informatie niet overgelegd werd bij het verstrijken van de door de openbare overheid overeenkomstig artikel 7 van dit decreet vastgestelde termijn, kan de aanvrager beroep instellen overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels.

— Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van de regels aangaande het beroep bedoeld in het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels).

Artikel 1. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu, hierna het decreet genoemd. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van de « direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

Art. 6. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 7 bedoelde termijn.

Art. 7. Het verzoek vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag gericht werd;
- 3° het voorwerp van de informatieaanvraag;
- 4° de middelen van het beroep.

Bovendien legt de aanvrager als bijlage bij zijn verzoek alle stukken over die hij nuttig acht alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten.

Namen, 6 mei 1993.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage III

WEIGERING

Aangetekende zending

(datum)(x)

VOORWERP : Informatieaanvraag inzake leefmilieu.

Gehele of gedeeltelijke weigering tot toegang tot de informatie.

Naar aanleiding van uw brief van (x) betreffende een informatieaanvraag inzake (x)

deel ik U mede dat de gegevens betreffende (x)

u niet verstrekt kunnen worden voor volgende redenen : (xx)

O — de aanvraag heeft betrekking op onvoltooide gegevens of documenten of op inwendige mededelingen;

O — de aanvraag is duidelijk verkeerd;

O — de formulering van de aanvraag is te algemeen;

O — de informatie kan inbreuk maken op :

+ het geheim van de beraadslagingen van de Executieve van het Waalse Gewest, van het College van burgemeester en schepenen, van de Bestendige Deputatie;

+ het geheim van de interregionale, nationale, internationale onderhandelingen van het Gewest;

- + het geheim van voor de gerechten begonnen rechtsplegingen;
 + het commerciële en industriële geheim;
 + het geheim van het privé-leven, met name op de naleving van de bepalingen met betrekking tot de bescherming en de vertrouwelijkheid van naamgegevens van de administratieve archieven en kaartsystemen;
 Motivering (x)
- (handtekening) (x)

(x) aanvullen
 (xx) de redenen doorhalen

MODALITEITEN VAN HET BEROEP

— Decreet van 13 juni 1993 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels).

Art. 7. § 1. De openbare overheid verstrekt de aanvrager de gegevens zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Wat betreft de gegevens omtrent de projecten die niet onderworpen zijn aan een openbaar onderzoek, mag de overheid voor het verstrekken van de gegevens een bijkomende termijn vaststellen die echter niet langer mag zijn dan twee maanden te rekenen van de beslissing over het project.

§ 3. De openbare overheid mag de in § 1 en § 2 vermelde termijnen verlengen indien het feitelijk onmogelijk is binnen de voorgeschreven termijn toegang tot de informatie te geven. Deze onmogelijkheid wordt de aanvrager behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk bekendgemaakt. De openbare overheid maakt duidelijk gewag van de mogelijkheden en de modaliteiten van beroep waarover de aanvrager overeenkomstig artikel 9 beschikt.

Art. 9. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de openbare overheid krachtens artikel 7, § 3, vastgestelde termijn te lang is of dat haar aanvraag ten onrechte verworpen of verwaarloosd werd of dat zij geen bevredigend antwoord van de openbare overheid heeft gekregen, kan overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels beroep instellen tegen de beslissing.

§ 2. Indien de informatie niet overgelegd werd bij het verstrijken van de door de openbare overheid overeenkomstig artikel 7 van dit decreet vastgestelde termijn, kan de aanvrager beroep instellen overeenkomstig de door de Executieve bepaalde regels.

— Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van de regels aangaande het beroep bedoeld in het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu (uittreksels)

Artikel 1. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu, hierna het decreet genoemd. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van de « direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu).

Art. 6. Het beroep wordt per aangetekende brief als verzoek bij het secretariaat van de commissie ingediend. Het moet ingediend worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 7 bedoelde termijn.

Art. 7. Het verzoek vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de openbare overheid waaraan de informatieaanvraag gericht werd;
- 3° het voorwerp van de informatieaanvraag;
- 4° de middelen van het beroep.

Bovendien legt de aanvrager als bijlage bij zijn verzoek alle stukken over die hij nuttig acht alsook een nauwkeurige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 tot bepaling van het model van de krachtens het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu te gebruiken documenten.

Namen, 6 mei 1993.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 93 — 1657

[C — 27292]

6 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, notamment l'article 9;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 28 juillet 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;